

[Français]

CHYPRE—A PROPOS DE L'ARRESTATION DE
CITOYENS CANADIENS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gérard Laprise (Chapleau): Monsieur l'Orateur, je désire poser ma question à l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

L'honorable secrétaire d'État voudrait-il nous dire s'il est exact que quatre Canadiens ont été arrêtés à Chypre, et si le gouvernement canadien a fait ou fera une enquête à ce sujet?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Oui, monsieur l'Orateur, nous faisons un examen de cette question dans le moment, et mardi j'aurai peut-être quelque chose à dire, lundi ou mardi, au comité des affaires extérieures.

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES MARCHÉS DU ROYAUME-UNI—ENTRÉE EN
FRANCHISE DES MARCHANDISES
CANADIENNES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au très honorable premier ministre. Étant donné la réélection du gouvernement travailliste en Grande-Bretagne, à propos de laquelle j'espère que le premier ministre a envoyé des félicitations au premier ministre, M. Wilson, et étant donné le fait que le général de Gaulle a apparemment cessé de s'opposer à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun européen, je voudrais demander au premier ministre si le gouvernement canadien présente des instances pressantes à la Grande-Bretagne en vue de sauvegarder l'entrée en franchise traditionnelle sur le marché britannique du blé et autres produits de base, avant que la Grande-Bretagne n'entame des négociations pour entrer dans le Marché commun?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Non, monsieur l'Orateur, nous n'avons pas présenté au gouvernement britannique, d'aucune manière, ce que mon honorable ami appelle des instances pressantes à ce propos. La situation en Europe ne me paraît pas avoir changé de façon à nécessiter des instances de notre part. Bien entendu, nous aurons de temps à autre l'occasion de discuter la question avec M. Wilson et son nouveau gouvernement modéré.

M. Douglas: Question supplémentaire. Afin de protéger les intérêts du Canada, le premier ministre a-t-il songé à envoyer le ministre du Commerce visiter la Grande-Bretagne

[Le très hon. M. Pearson.]

avant qu'elle participe à des négociations en vue de son entrée dans le Marché commun?

Le très hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, s'il y avait de telles négociations en perspective, nul doute que nous tiendrions à faire connaître nos vues aux gouvernements en cause, celui du Royaume-Uni et d'autres, et le ministre du Commerce nous serait un excellent porte-parole.

LES FINANCES

RÉDUCTION DE LA MASSE MONÉTAIRE PAR LA
BANQUE DU CANADA

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. N. Thompson (Red-Deer): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre des Finances. L'annonce faite hier, d'après laquelle la Banque du Canada a diminué de 62 millions de dollars pour la semaine dernière le total de la masse monétaire indique-t-elle l'intention du gouvernement de s'occuper de la tendance inflationniste sur laquelle le ministre a tant insisté dans son exposé budgétaire?

L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je puis assurer les membres de la Chambre, je crois, que les politiques adoptées par la Banque du Canada et le gouvernement canadien s'accordent parfaitement.

LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE

LE QUÉBEC—LA DESTRUCTION DES STOCKS DE
BIÈRE DES BRASSERIES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Eric A. Winkler (Grey-Bruce): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Le ministre voudrait-il informer la Chambre si, à la suite d'instances, le gouvernement ou le ministère de la Santé a l'intention d'exiger des autres brasseries de la région de Québec de détruire leurs stocks de bière?

L'hon. A. J. MacEachen (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Non, monsieur l'Orateur, cette nouvelle est sans fondement. Ce n'est pas notre intention d'exiger de telles mesures.

[Français]

RADIO-CANADA

MONTREAL—CONSTRUCTION DE LA CITÉ DES
ONDES

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Théogène Ricard (Saint-Hyacinthe-Bagot): Monsieur l'Orateur, je désire poser